



Rapport de rétrospective

Mairie de Chef Boutonne

SCENARIO : BP 2016 actualisé

RÉTRO-PROSPECTIVE DE 2013 à 2020

Affichage selon les critères retenus dans préférences avec les unités en €.

Sommaire

1 - METHODOLOGIE ET HYPOTHESES RETENUES

2 - LES GRANDES MASSES FINANCIERES

2.1 - Les masses budgétaires

2.2 - Soldes financiers

2.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel

2.4 - Endettement

3 - LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

3.1 - Soldes intermédiaires de gestion

3.2 - Epargne brute

3.3 - Effet de ciseau

4 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

4.1 - Encours de dette et emprunts nouveaux

4.2 - Annuités de la dette

4.3 - Ratio de désendettement

5 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

5.1 - Les recettes de fonctionnement

5.2 - Les dépenses de fonctionnement

6 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT

6.1 - Les dépenses prévues au PPI

6.2 - Les financeurs du PPI

6.3 - Le coût net annuel

7 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

8 - LES RATIOS

Cette prospective a pour but de donner les conséquences financières à partir d'une part des contraintes de l'Etat (baisse des dotations) et d'autre part des orientations choisies par les élus (rénovation mairie, travaux sur le château.

Cette prospective est un outil d'aide à la décision et donc à lire dans les tendances et non pas dans les chiffres précis et avec les éléments connus à ce jour.

1 - METHODOLOGIE ET HYPOTHESES RETENUES

Les résultats de la partie rétrospective tiennent compte des comptes administratifs

Les résultats de la prospective tiennent compte des hypothèses retenues dans le tableau ci-dessous :

+

Thème	Agrégat	HYPOTHESES 2016
Fiscalité	Taux (TH, TF et TFNB)	Simulation avec maintien des taux
Dépenses de fonctionnement	Subvention d'équilibre	
Recettes d'investissement	Emprunts	Dotations non notifiées à ce jour
Dépenses d'investissement	Capacité d'investissement résiduelle	
Fonds de roulement	Résultat de l'exercice	

2 - LES GRANDES MASSES FINANCIERES

2.1 - Les masses budgétaires

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Recettes de fonctionnement	2 019 192	2 040 884	2 058 988	1 943 376	1 910 867	1 918 200	1 925 740	1 933 281
Dépenses de fonctionnement	1 563 839	1 514 371	1 510 781	1 544 560	1 531 948	1 566 034	1 581 100	1 597 648
<i>dont intérêts de la dette</i>	64 725	62 123	54 075	48 153	47 893	63 287	59 301	56 430
Recettes d'investissement	356 116	140 335	291 978	1 171 660	2 218 587	629 907	470 218	265 730
<i>dont emprunts souscrits</i>	185 000	9 133	0	250 000	785 000	60 000	90 000	0
Dépenses d'investissement	972 460	398 077	1 201 032	1 993 127	1 959 894	744 199	771 698	521 736
<i>dont capital de la dette</i>	154 052	158 315	145 242	141 097	141 880	167 885	161 784	164 022
<i>dont P.P.I</i>	818 145	239 762	878 076	1 674 316	1 640 300	398 600	432 200	180 000

2.2 - Soldes financiers

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Epargne de gestion	518 078	523 637	586 782	446 969	426 812	415 453	403 941	392 063
Epargne brute	453 353	461 514	532 707	398 816	378 919	352 166	344 640	335 633
Epargne nette	299 300	303 199	387 465	257 719	237 039	184 281	182 856	171 611

2.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Fonds de roulement en début d'exercice	955 860	794 868	1 063 640	702 793	280 142	917 754	1 155 628	1 198 788
Résultat de l'exercice	-160 992	268 772	-360 847	-422 651	637 612	237 874	43 160	79 627
Fonds de roulement en fin d'exercice	794 869	1 063 640	702 793	280 142	917 754	1 155 628	1 198 788	1 278 415

2.4 - Endettement

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Encours au 1er janvier	1 661 960	1 693 005	1 534 690	1 398 838	1 507 741	2 150 861	2 042 976	1 971 192
Ratio de désendettement	3,7 ans	3,3 ans	2,6 ans	3,8 ans	5,7 ans	5,8 ans	5,7 ans	5,4 ans
Emprunt	185 000	9 133	0	250 000	785 000	60 000	90 000	0

3 - LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

3.1 - Soldes intermédiaires de gestion

Soldes intermédiaires de gestion :

Ce sont des indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Epargne de gestion = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

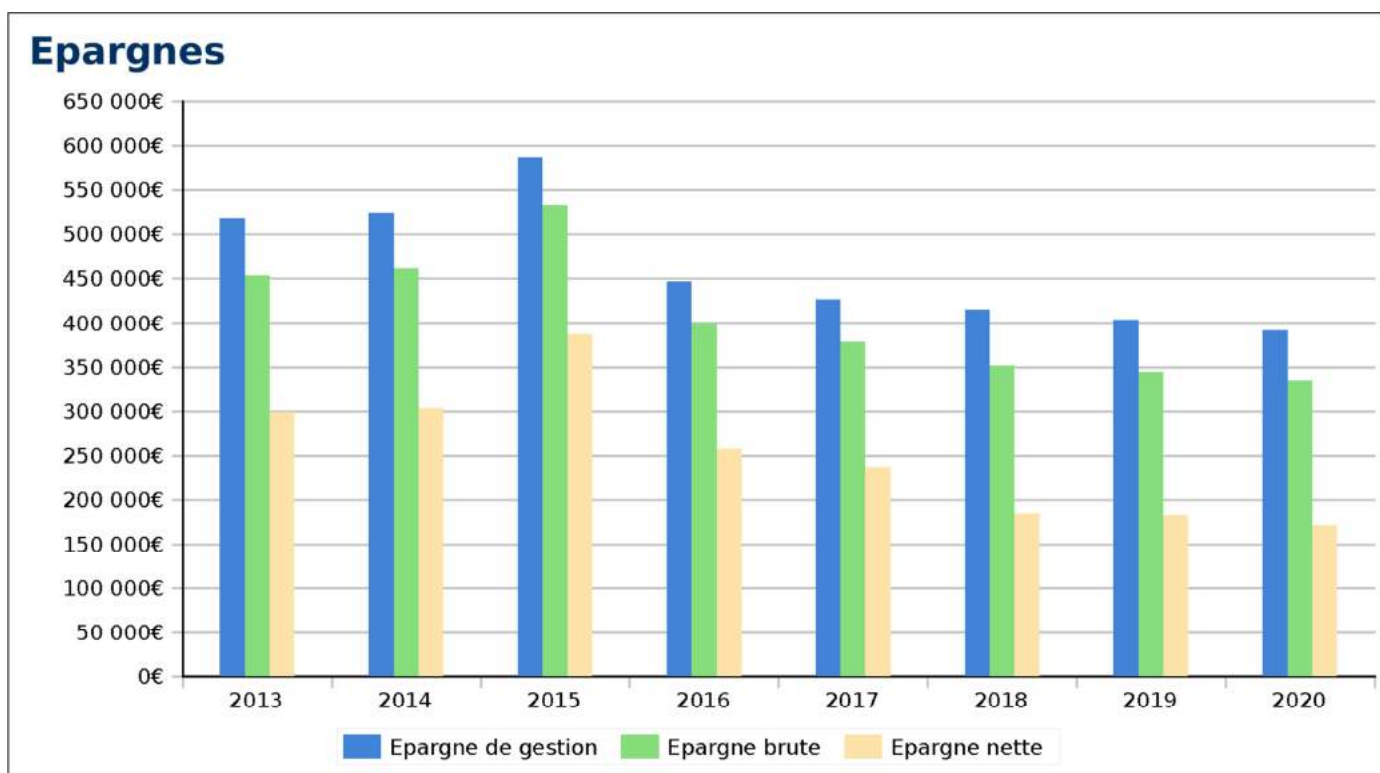
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Montants	518 078	523 637	586 782	446 969	426 812	415 453	403 941	392 063

Epargne brute = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Montants	453 353	461 514	532 707	398 816	378 919	352 166	344 640	335 633

Epargne nette = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

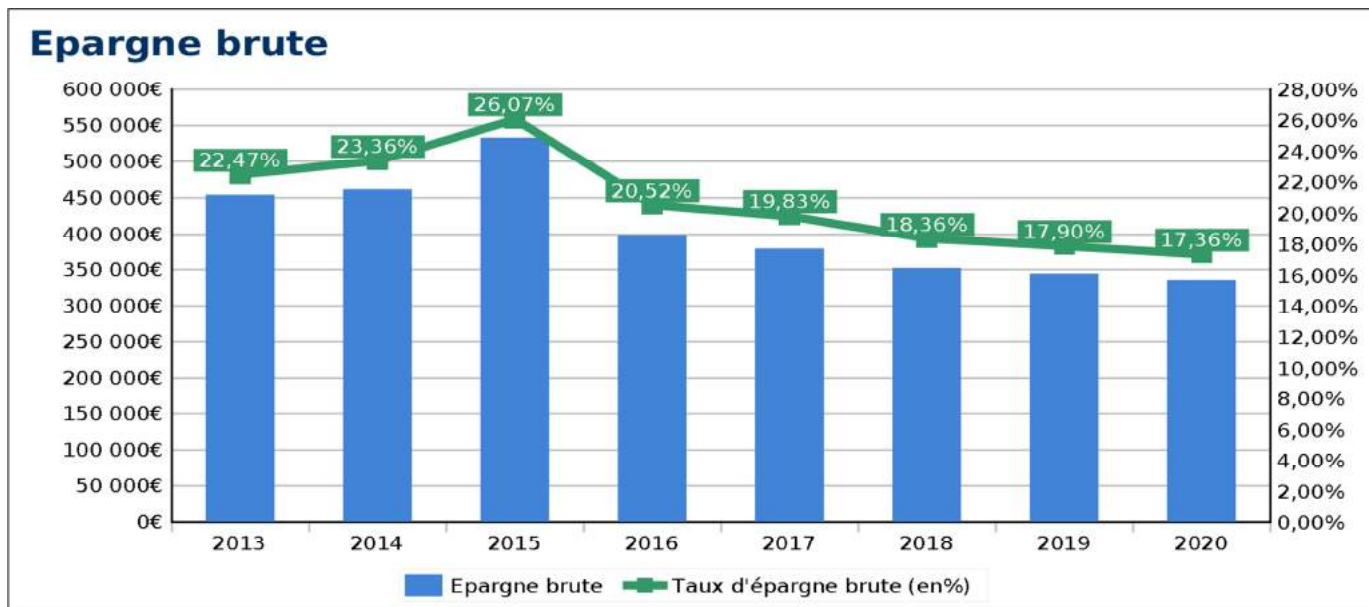
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Recettes de fonctionnement	2 019 192	2 040 884	2 058 988	1 943 376	1 910 867	1 918 200	1 925 740	1 933 281
Epargne de gestion	518 078	523 637	586 782	446 969	426 812	415 453	403 941	392 063
Epargne brute	453 353	461 514	532 707	398 816	378 919	352 166	344 640	335 633
Taux d'épargne brute (en %)	22,47 %	23,36 %	26,07 %	20,52 %	19,83 %	18,36 %	17,9 %	17,36 %
Epargne nette	299 300	303 199	387 465	257 719	237 039	184 281	182 856	171 611



3.2 - Epargne brute

Epargne brute = C'est l'écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement. L'excédent appelé aussi autofinancement brut finance la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au remboursement du capital de la dette. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Le taux d'épargne brute est la valorisation en pourcentage de l'épargne brute.



L'épargne brute et le taux d'épargne brute évoluent de la façon suivante :

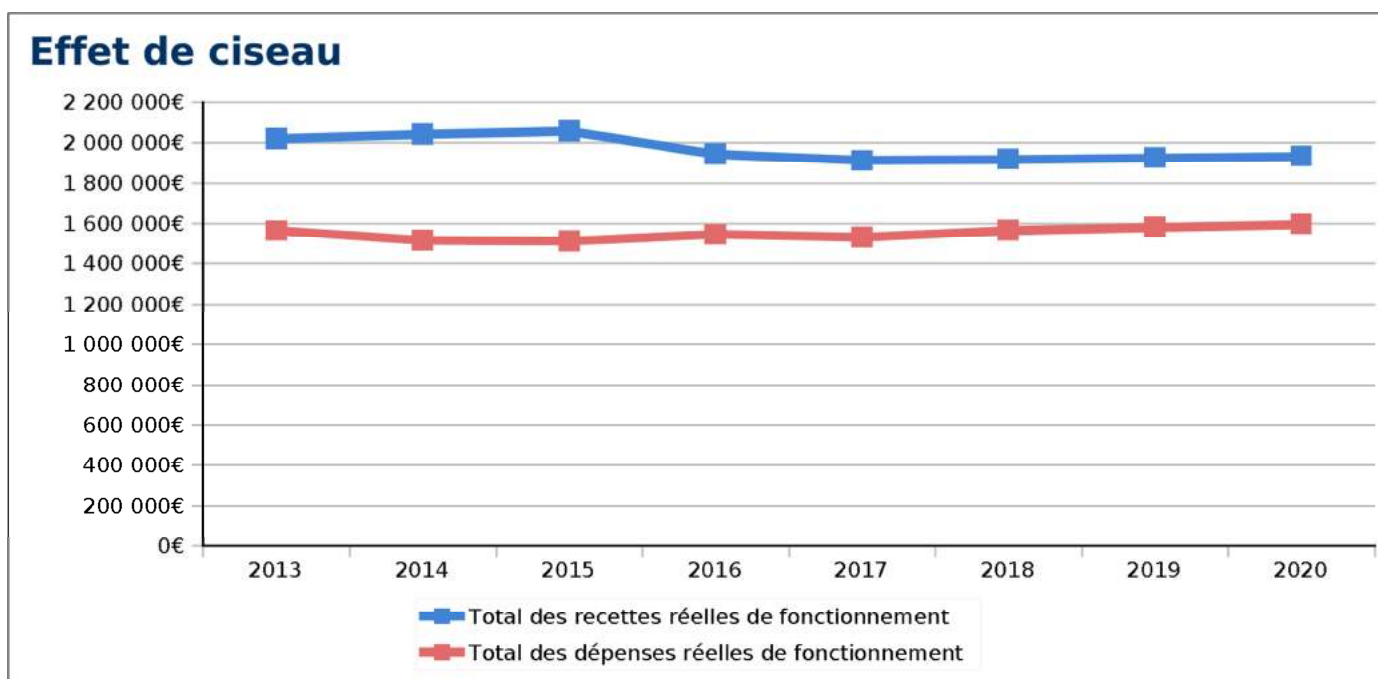
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Epargne brute	453 353	461 514	532 707	398 816	378 919	352 166	344 640	335 633
Taux d'épargne brute (en %)	22,47 %	23,36 %	26,07 %	20,52 %	19,83 %	18,36 %	17,9 %	17,36 %

3.3 - Effet de ciseau

Effet de ciseau : Evolution de l'écart entre les recettes d'exploitation (fonctionnement) et les dépenses d'exploitation (fonctionnement) y compris les cessions d'immobilisations.

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Recettes de fonctionnement	2 019 192	2 040 884	2 058 988	1 943 376	1 910 867	1 918 200	1 925 740	1 933 281
Evolution n-1	6,67 %	1,07 %	0,89 %	-5,61 %	-1,67 %	0,38 %	0,39 %	0,39 %
Dépenses de fonctionnement	1 563 839	1 514 371	1 510 781	1 544 560	1 531 948	1 566 034	1 581 100	1 597 648
Evolution n-1	6,56 %	-3,16 %	-0,24 %	2,24 %	-0,82 %	2,22 %	0,96 %	1,05 %

La comparaison de l'évolution des courbes de recettes et de dépenses de fonctionnement alerte sur la dégradation de l'épargne et sur les risques de l'effet ciseau.



Ce graphique illustre l'effet de ciseau, il met en évidence la dynamique des recettes par rapport à la dynamique des dépenses. Les recettes ou dépenses exceptionnelles sont comptabilisées et sont de nature à faire varier les agrégats d'une année sur l'autre. Le delta entre recettes et dépenses ainsi mis en évidence nourrit la section d'investissement. Il permet alors de financer les dépenses d'équipement ou de se désendetter.

4 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

4.1 - Encours de dette et emprunts nouveaux

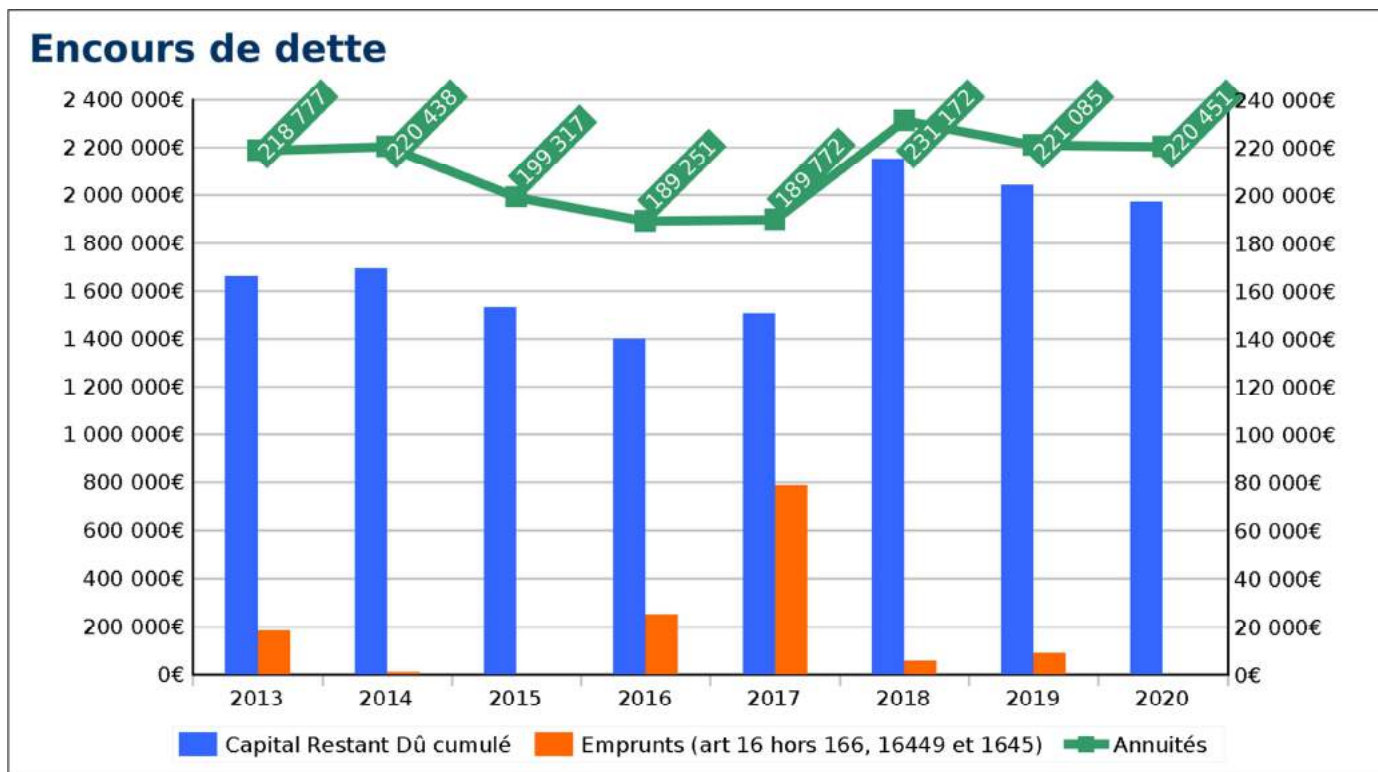
Selon ce scénario, l'encours de la dette évoluerait de **1 661 960 € en 2013 à 1 971 192 € en 2020** (échelle de gauche du graphique).

De la même façon, l'annuité de la dette évoluerait de **218 777 € en 2013 à 220 451 € en 2020** (échelle de droite du graphique).

	Encours de dette	Evolution n-1	Emprunts nouveaux
2013	1 661 960	-0,43 %	185 000
2014	1 693 005	1,87 %	9 133
2015	1 534 690	-9,35 %	0
2016	1 398 838	-8,85 %	250 000
2017	1 507 741	7,79 %	785 000
2018	2 150 861	42,65 %	60 000
2019	2 042 976	-5,02 %	90 000
2020	1 971 192	-3,51 %	0

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Encours de dette	2,47 %	18,61 %

Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité (échelle de droite du graphique) tout en retraçant les nouveaux emprunts à contracter dans le cadre du plan d'investissement prospectif.



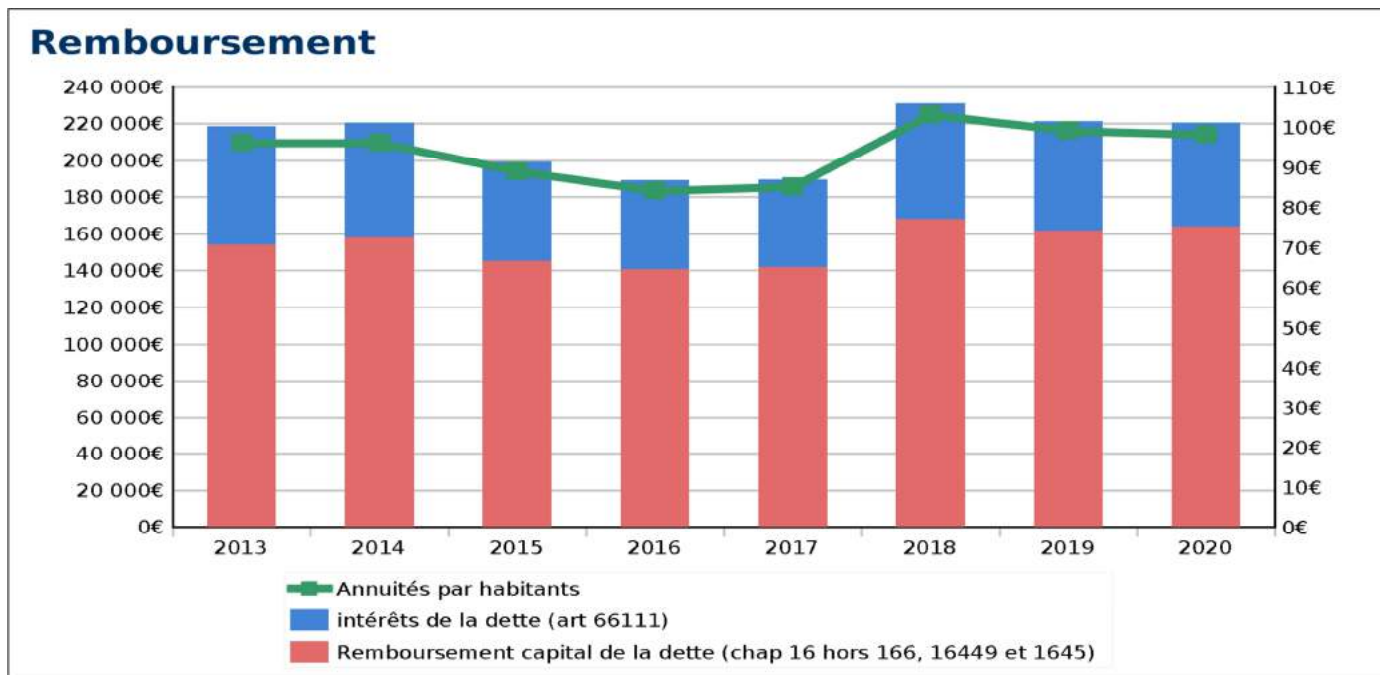
4.2 - Annuités de la dette

L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile comme suit :

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Annuités	218 777	220 438	199 317	189 251	189 772	231 172	221 085	220 451
Evolution n-1 (en %)	-1,21 %	0,76 %	-9,58 %	-5,05 %	0,28 %	21,82 %	-4,36 %	-0,29 %
Capital en euro	154 052	158 315	145 242	141 097	141 880	167 885	161 784	164 022
Intérêts en euro	64 725	62 123	54 075	48 153	47 893	63 287	59 301	56 430

Le graphique ci-dessous permet de lire directement l'évolution du remboursement du capital et des intérêts de la dette sur toute la période.

L'échelle de droite enregistre la variation de l'annuité de la dette par habitant.



La ventilation de l'annuité de la dette en euro par habitant évolue de la façon suivante :

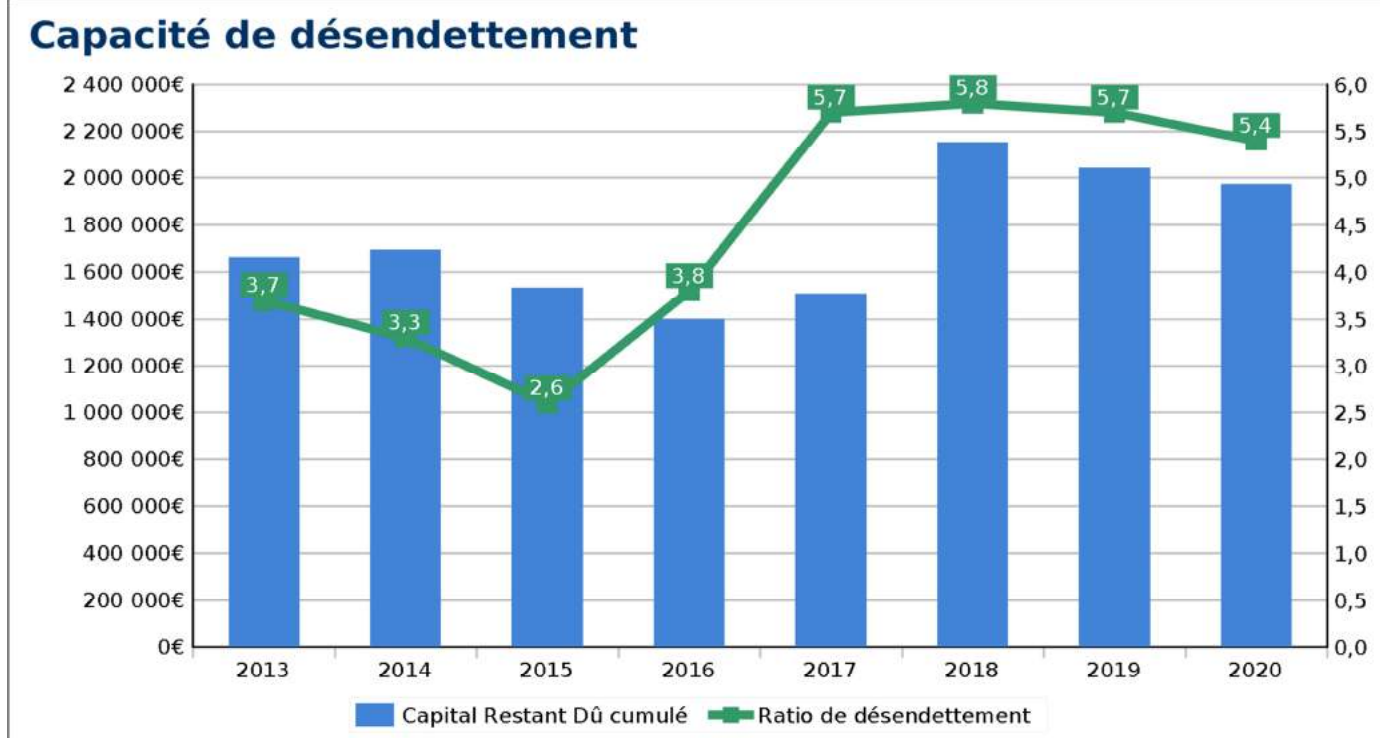
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Annuités	96	96	89	84	85	103	99	98
Capital	67	69	65	63	63	75	72	73
Intérêts	28	27	24	21	21	28	26	25

4.3 - Ratio de désendettement

Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

La capacité de désendettement pour la collectivité évolue comme suit :

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ratio	3,7 ans	3,3 ans	2,6 ans	3,8 ans	5,7 ans	5,8 ans	5,7 ans	5,4 ans



L'équilibre pluriannuel

Afin de déterminer l'échelle de risque, il faudra comparer le ratio de désendettement avec la durée de vie moyenne de la dette. Pour rappel, la durée de vie moyenne représente la vitesse moyenne de remboursement du prêt (exprimée en année). Elle exprime aussi la durée nécessaire pour rembourser environ la moitié du capital restant dû d'un emprunt amortissable.

Calcul du ratio : **Ratio de désendettement (CDD)/durée de vie moyenne (DVM)**

Si la capacité de désendettement est inférieure à la durée de vie moyenne de son stock de dette (CDD/DVM < 1), cela signifie que si la collectivité consacre l'intégralité de son épargne à rembourser tout son stock à un instant "t", cette opération ira plus vite que de laisser le capital se rembourser selon son propre profil.

Si la capacité de désendettement de la collectivité est supérieure à la durée de vie moyenne de son stock de dette (CDD/DVM > 1), cela signifie que même si elle consacre l'intégralité de son épargne à rembourser tout son stock à un instant "t", cette opération sera plus lente que de laisser le capital se rembourser naturellement. Il y a donc un risque que la collectivité ne puisse pas faire face à ses engagements contractuels.

A partir d'un coefficient de 12, la situation de désendettement devient préoccupante.

5 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

5.1 - Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement et leur évolution

Années	Recettes de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2013	2 019 192	6,67 %	882
2014	2 040 884	1,07 %	891
2015	2 058 988	0,89 %	918
2016	1 943 376	-5,61 %	867
2017	1 910 867	-1,67 %	852
2018	1 918 200	0,38 %	856
2019	1 925 740	0,39 %	859
2020	1 933 281	0,39 %	862

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Recettes de fonctionnement	-0,62 %	-4,25 %

Les principales recettes de fonctionnement

Produits de la fiscalité directe : La fiscalité directe comprend les taxes directes locales possibles (taxe d'habitation, taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et la cotisation des entreprises CFE, - si la collectivité la perçoit, hors rôles supplémentaires).

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
783 712	724 827	724 827	760 000	767 216	774 549	782 089	789 630

Produits de la fiscalité reversée : la fiscalité reversée comprend la part de la CVAE, l'attribution du FNGIR, le produit de la TASCOM et le produit de l'IFER.

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
111 691	16 475	16 475	16 475	16 475	16 475	16 475	16 475

Produits de la fiscalité indirecte : La fiscalité indirecte comprend les recettes affectées au compte 73 autre que la fiscalité directe et transférée. (Selon la collectivité : la taxe sur l'électricité, les droits de mutation, l'attribution de compensation, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères,...).

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
145 154	373 490	385 160	359 900	363 936	363 936	363 936	363 936

Dotations : Elles comprennent les recettes du chapitre 74 (la DCRTP, DGF, les compensations d'Etat sur les exonérations fiscales, les autres dotations).

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
724 580	607 524	599 298	575 791	537 780	537 780	537 780	537 780

Autres recettes : Elles comprennent notamment les produits des services, les cessions d'immobilisations, les produits financiers, les atténuations de charges, les recettes exceptionnelles, les produits induits des investissements, hors rôles supplémentaires.

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
254 055	318 568	333 229	231 210	225 460	225 460	225 460	225 460

5.2 - Les dépenses de fonctionnement**Les dépenses de fonctionnement et leur évolution**

Années	Dépenses de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2013	1 563 839	6,56 %	683
2014	1 514 371	-3,16 %	661
2015	1 510 781	-0,24 %	674
2016	1 544 560	2,24 %	689
2017	1 531 948	-0,82 %	683
2018	1 566 034	2,22 %	698
2019	1 581 100	0,96 %	705
2020	1 597 648	1,05 %	713

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Dépenses de fonctionnement	0,31 %	2,16 %

Les principales dépenses de fonctionnement

Charges de personnel : Elles comprennent les dépenses du chapitre 012.

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
755 252	768 256	788 504	810 000	795 000	810 900	827 118	843 660

Charges à caractère général : Elles comprennent les dépenses du chapitre 011.

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
434 733	419 005	408 627	424 860	429 109	433 400	437 734	442 111

Atténuation de produits : Elles comprennent les dépenses du chapitre 014 (dont fiscalité transférée)

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
536	807	545	600	600	600	600	600

Contingents et participations obligatoires : Elles comprennent une partie des dépenses du chapitre 65, inscrites à l'article 655.

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
196 723	189 362	163 618	171 500	171 500	171 500	171 500	171 500

Subventions : Elles comprennent les dépenses du chapitre 65 inscrites à l'article 657.

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
27 835	19 750	25 048	26 000	26 000	26 000	26 000	26 000

Intérêts de la dette : Les intérêts de la dette comprennent les frais financiers issus de la dette en cours cumulés avec les frais financiers des emprunts futurs issus de la prospective. Les ICNE compris.

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
64 725	62 123	54 075	48 153	47 893	63 287	59 301	56 430

Autres dépenses : Elles comprennent notamment, les charges de gestion courante (chap.65), les autres charges financières (autres articles chap.66), les charges exceptionnelles (chap.67), les dotations aux provisions (chap.68 mvt réel), les dépenses diverses et autres dépenses de fonctionnement et enfin, elles comprennent les charges induites des investissements.

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
84 034	55 068	70 363	63 447	61 847	60 347	58 847	57 347

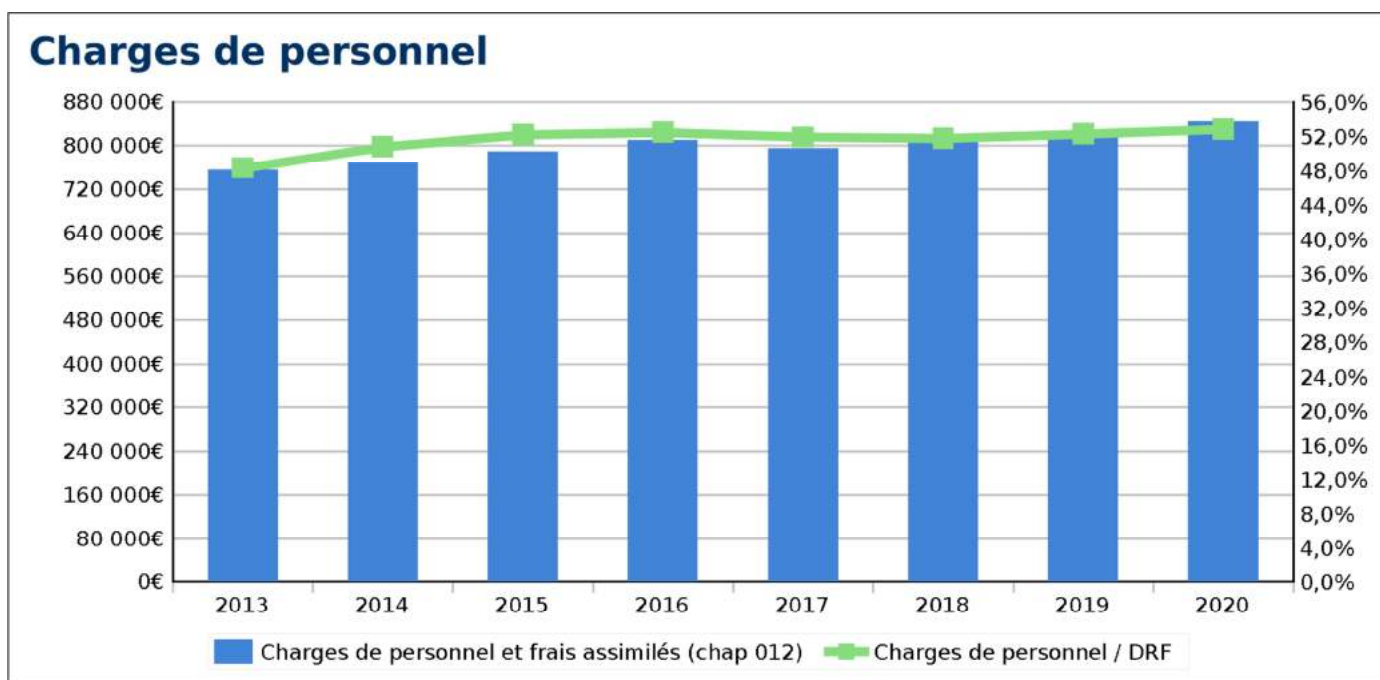
Indicateur d'évolution de la ressource humaine

Représentativité des charges de personnel dans les dépenses d'exploitation. Ce taux permet de mesurer le poids des charges de personnel sur les dépenses de fonctionnement.

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
755 252	768 256	788 504	810 000	795 000	810 900	827 118	843 660

Ratio : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
48,29 %	50,73 %	52,19 %	52,44 %	51,89 %	51,78 %	52,31 %	52,81 %



6 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT

6.1 - Les dépenses prévues au PPI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Investissements rétrospectifs éligibles au FCTVA	0	239 761	0	0	0	0	0	0	239 761
RAR 2015	0	0	0	207 766	0	0	0	0	207 766
TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT	818 145	0	0	0	0	0	0	0	818 145
Travaux Javarzay rue dept et av Fils Fouquaud	0	0	0	468 150	0	0	0	0	468 150
investissements courants 2014	0	0	0	0	0	0	0	0	0
investissements courants 2015	0	0	878 076	360 000	200 000	180 000	180 000	180 000	1 978 076
renovation château	0	0	0	357 600	295 300	218 600	252 200	0	1 123 700
renovation mairie	0	0	0	200 000	1 145 000	0	0	0	1 345 000
tranche 2 éclairage public	0	0	0	80 800	0	0	0	0	80 800
Total	818 145	239 761	878 076	1 674 316	1 640 300	398 600	432 200	180 000	6 261 398

6.2 - Les financeurs du PPI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Conseil Général	0	0	0	228 260	57 700	15 000	15 000	0	315 960
Conseil Régional	0	0	0	51 400	86 900	27 300	31 500	0	197 100
DRAC	0	0	0	73 400	86 100	63 700	73 500	0	296 700
Etat	0	0	0	65 000	233 400	0	0	0	298 400
Restes à réaliser	0	0	0	164 729	500 000	0	0	0	664 729
Total	0	0	0	582 789	964 100	106 000	120 000	0	1 772 889

6.3 - Le coût net annuel

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Programmes (a)	818 145	239 761	878 076	1 674 316	1 640 300	398 600	432 200	180 000	6 261 398
Financeurs (b)	0	0	0	582 789	964 100	106 000	120 000	0	1 772 889
Total (a-b)	818 145	239 761	878 076	1 091 527	676 200	292 600	312 200	180 000	4 488 509

7 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Il vous est présenté ci-dessous le plan de financement des investissements réalisés sur la période. Le remboursement du capital de la dette ne figure pas dans les dépenses d'investissement à financer, puisque celui-ci doit être couvert par l'autofinancement.

Rappel des investissements prévus au PPI

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Programmes (a)	818 145	239 761	878 076	1 674 316	1 640 300	398 600	432 200	180 000	6 261 398

L'épargne de la collectivité

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Epargne brute	453 353	461 514	532 707	398 816	378 919	352 166	344 640	335 633
Remboursement capital de la dette	154 052	158 315	145 242	141 097	141 880	167 885	161 784	164 022
Epargne nette	299 300	303 199	387 465	257 719	237 039	184 281	182 856	171 611

Le financement

Le tableau ci-dessous présente le plan de financement de l'investissement. Les cessions d'immobilisation sont rajoutées dans le plan de financement. Pour rappel, l'affectation du résultat peut également intervenir partiellement pour financer l'investissement.

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Epargne nette (a)	299 300	303 199	387 465	257 719	237 039	184 281	182 856	171 611
FACTVA (b)	52 814	114 591	28 092	144 040	274 655	269 075	65 386	70 898
Autres recettes (c)	10 462	4 150	194 832	194 832	194 832	194 832	194 832	194 832
Produit de cessions (d)	2 000	65 000	15 500	0	0	0	0	0
Ressources financières propres e = (a+b+c+d)	364 576	486 939	625 889	596 590	706 526	648 188	443 074	437 341
Subventions perçues (liées au PPI) (f)	107 840	12 462	69 054	582 789	964 100	106 000	120 000	0
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g)	185 000	9 133	0	250 000	785 000	60 000	90 000	0
Financement total h = (e+f+g)	657 416	508 534	694 943	1 429 379	2 455 626	814 188	653 074	437 341

Résultat de l'exercice	-160 992	268 772	-360 847	-422 651	637 612	237 874	43 160	79 627
------------------------	----------	---------	----------	----------	---------	---------	--------	--------

Un résultat négatif diminuera le fonds de roulement, et servira à financer une partie de l'investissement. La collectivité devra surveiller à ne pas le faire diminuer de manière trop importante afin de garder des marges de manœuvre. Un résultat positif l'augmentera permettant ainsi de reconstituer un fonds de roulement qui pourra être utilisé pour des investissements futurs.

08 - LES RATIOS

Ci-dessous le tableau des ratios obligatoires issus de la loi A.T.R

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ratio 1	683	661	674	689	683	698	705	713
Ratio 2	343	317	339	339	342	345	349	352
Ratio 3	882	891	918	867	852	856	859	862
Ratio 4	357	105	392	747	732	178	193	80
Ratio 5	658	670	620	672	959	911	879	806
Ratio 6	263	221	219	220	204	204	204	204
Ratio 7	48,29 %	50,73 %	52,19 %	52,44 %	51,89 %	51,78 %	52,31 %	52,81 %
Ratio 9	85,08 %	81,96 %	80,43 %	86,74 %	87,6 %	90,39 %	90,5 %	91,12 %
Ratio 10	40,52 %	11,75 %	42,65 %	86,16 %	85,84 %	20,78 %	22,44 %	9,31 %
Ratio 11	83,84 %	75,64 %	67,48 %	77,58 %	112,56 %	106,5 %	102,36 %	93,48 %

Ratio 1= Dépenses réelles de fonctionnement / population

Ratio 2= Produit des impositions directes / population

Ratio 3= Recettes réelles de fonctionnement / population

Ratio 4= Dépenses d'équipement brut / population

Ratio 5= Encours de la dette / population

Ratio 6= Dotation globale de fonctionnement / population

Ratio 7= Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

Ratio 9= Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement

Ratio 10= Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement

Ratio 11= Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement

d'assistance et ne sauraient en aucune manière engager la responsabilité de Finance active